



# BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 474 – 13 janvier 2023

## Zoom sur le rapport Perspectives économiques mondiales de la Banque mondiale, publié le 10 janvier 2023

### ☛ Un nouveau ralentissement de l'économie mondiale en 2023

Après s'être établi à 5,9% en 2021, le taux de croissance de l'économie mondiale a connu un ralentissement à 2,9% en 2022, en lien avec les conséquences du conflit en Ukraine. Cette tendance devrait s'accroître en 2023 avec un taux de croissance projeté à 1,7% (contre 3% prévus en juin dernier par la Banque), soit le 3<sup>ème</sup> plus faible niveau depuis 30 ans, seulement dépassé par la crise financière de 2009 et la crise sanitaire de 2020. Ce phénomène reflète le resserrement des politiques monétaires de la plupart des pays afin de contenir les pressions inflationnistes, la détérioration des conditions financières et les incertitudes liées à la guerre en Ukraine. De plus, ces perspectives sont soumises à divers risques à la baisse parmi lesquels le surendettement de certaines économies émergentes et en développement ou une nouvelle hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires.

### ☛ L'Afrique Subsaharienne enregistre une légère augmentation de son taux de croissance à 3,6% en 2023

Après s'être établi à 4,3% en 2021, le taux de croissance des pays d'Afrique Subsaharienne a connu un ralentissement à 3,4% en 2022 (contre une prévision de 3,7% en juin 2022) mais devrait enregistrer une légère augmentation à 3,6% en 2023 (contre une prévision initiale de 3,8%). Par rapport aux prévisions de juin, la croissance a été revue à la baisse pour plus de 60% des pays de la région en raison de chocs externes tels les conflits et la violence, des conditions météorologiques défavorables, la hausse de l'insécurité alimentaire ou encore l'incertitude politique qui entachent une reprise déjà fragile. Par ailleurs, la hausse du coût de la vie a eu des conséquences particulièrement néfastes sur la région, où près de 140 M de personnes souffrent d'insécurité alimentaire aiguë en 2022, soit une hausse de 24 M de personnes par rapport à 2021. Enfin, le durcissement des conditions financières à l'échelle mondiale fait peser un fort risque sur la soutenabilité de la dette de la plupart des pays dans un contexte de besoin de financement accru.

### LE CHIFFRE À RETENIR

+3,6%

La projection de croissance de l'Afrique subsaharienne en 2023, selon la Banque mondiale

📍 Le Sénégal devrait être l'économie la plus dynamique d'Afrique Subsaharienne en 2023

En Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana), 10 pays sur 14 ont vu leur taux de croissance révisé à la baisse pour 2022, les plus fortes diminutions émanant de la Gambie (-2,1 p.p. à 3,5%), du Mali (-1,5 p.p. à 1,8%) et du Cap-Vert (-1,5 p.p. à 4%). A l'inverse, le Sénégal (+0,4 p.p. à 4,8%) et la Guinée (+0,3 p.p. à 4,6%) ont enregistré une révision à la hausse de leur taux de croissance. Avec un taux de croissance estimé à 5,7% par la Banque, le Bénin et la Côte d'Ivoire se révèlent être les économies les plus dynamiques d'Afrique de l'Ouest en 2022.

| Pays                  | Croissance du PIB réel en 2021 (en %) | Croissance du PIB réel en 2022 |                                   | Croissance du PIB réel en 2023 |                                   | Croissance du PIB réel en 2024 (en %) |
|-----------------------|---------------------------------------|--------------------------------|-----------------------------------|--------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------|
|                       |                                       | Est. Jan. 2023 (en %)          | Ecart / proj. Juin 2022 (en p.p.) | Proj. Jan. 2023 (en %)         | Ecart / proj. Juin 2022 (en p.p.) |                                       |
| Benin                 | 7,2                                   | 5,7                            | -0,2                              | 6,2                            | +0,1                              | 6                                     |
| Burkina Faso          | 6,9                                   | 4,3                            | -0,5                              | 5                              | -0,4                              | 5,3                                   |
| Cap-Vert              | 7                                     | 4                              | -1,5                              | 4,8                            | -1,3                              | 5,7                                   |
| Cote d'Ivoire         | 7                                     | 5,7                            | 0                                 | 6,8                            | 0                                 | 6,6                                   |
| Gambie                | 4,3                                   | 3,5                            | -2,1                              | 4                              | -2,2                              | 5,5                                   |
| Guinée                | 3,9                                   | 4,6                            | +0,3                              | 5,3                            | -0,6                              | 5,6                                   |
| Guinée Bissau         | 5                                     | 3,5                            | 0                                 | 4,5                            | 0                                 | 4,5                                   |
| Liberia               | 5                                     | 3,7                            | -0,7                              | 4,7                            | -0,1                              | 5,7                                   |
| Mali                  | 3,1                                   | 1,8                            | -1,5                              | 4                              | -1,3                              | 4                                     |
| Mauritanie            | 2,4                                   | 4                              | -0,5                              | 5,1                            | -0,2                              | 7,9                                   |
| Niger                 | 1,4                                   | 5                              | -0,2                              | 7,1                            | 0                                 | 10,1                                  |
| Sénégal               | 6,1                                   | 4,8                            | +0,4                              | 8                              | -0,5                              | 10,5                                  |
| Sierra Leone          | 4,1                                   | 3,7                            | -0,2                              | 3,7                            | -0,7                              | 4,4                                   |
| Togo                  | 5,3                                   | 4,8                            | -0,2                              | 5,6                            | -0,2                              | 6,4                                   |
| Afrique subsaharienne | 4,3                                   | 3,4                            | -0,3                              | 3,6                            | -0,2                              | 3,9                                   |
| Monde                 | 5,9                                   | 2,9                            | 0                                 | 1,7                            | -1,3                              | 2,7                                   |

Source : Banque mondiale, GEP juin 2022 et janvier 2023

Pour l'année 2023, si tous les pays de la sous-région (Sierra Leone exceptée) connaissent une progression de leur taux de croissance, 10 d'entre eux enregistrent tout de même une révision à la baisse par rapport aux prévisions de juin 2022 et particulièrement la Gambie (-2,2 p.p. à 4%), le Mali (-1,3 p.p. à 4%) et le Cap-Vert (-1,3 p.p. à 4,8%). A l'inverse, le Bénin est le seul pays à enregistrer une révision à la hausse (+0,1 p.p. à 6,2%). Enfin, en plus d'être les économies les plus dynamiques d'Afrique de l'Ouest en 2023, le Sénégal (+8%) et le Niger (+7,1%) devraient également être les plus dynamiques d'Afrique Subsaharienne grâce à la mise en exploitation d'importants chantiers d'hydrocarbures.

## 📍 Régional

Don de 7,4 M USD du FAD pour la lutte contre les maladies tropicales au Burkina Faso, au Mali et au Niger

Le 8 décembre 2022, le Fonds africain de développement (FAD) [a annoncé](#) l'octroi d'un don de 7,4 M USD au Burkina Faso, au Mali et au Niger dans le cadre du projet intitulé "Infrastructure sanitaire de qualité de la CEDEAO pour lutter contre les maladies tropicales négligées". Ainsi, cette initiative, qui se déploiera dans la zone des 3 frontières, visera la réhabilitation de plusieurs établissements de santé, de laboratoires ou encore de magasins médicaux de manière à favoriser l'inclusion

sanitaire et l'accès aux services de base des populations.

28,9 M de personnes ont besoin d'une assistance alimentaire d'urgence dans la CEDEAO

Suite à la 38<sup>ème</sup> réunion du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA), tenue le 9 décembre 2022 à Lomé, les différents participants [ont publié](#) un relevé des conclusions. Ainsi, si la campagne agropastorale 2022-2023 a été globalement satisfaisante avec une production céréalière estimée à 76,4 M de tonnes, en hausse de 7% par rapport à l'année précédente, de nombreux challenges subsistent. En effet, certains facteurs menacent l'accès des plus vulnérables à une alimentation adéquate et

notamment : (i) l'insécurité, entraînant de nombreux déplacés internes, estimés à plus de 6,1 M de personnes dans la CEDEAO dont près de 30% au Burkina Faso ; (ii) la hausse des prix des produits alimentaires, de près de 36% par rapport à la moyenne des 5 dernières années ; (iii) l'apparition de crises interconnectées (alimentaires, sécuritaires, sanitaires, socio-économiques) accentuant la vulnérabilité. Ainsi, près de 28,9 M de personnes ont besoin d'une assistance alimentaire d'urgence dans l'espace CEDEAO. Ce chiffre pourrait monter à 41,9 M de personnes pendant la période de soudure si des réponses efficaces ne sont pas mises en œuvre.

## 🇸🇵 Bénin

**Le taux de croissance du PIB en hausse de 6,2% en g.a. au 3<sup>ème</sup> trimestre 2022**

Selon l'Institut national de la statistique et de la démographie (INStaD), le taux de croissance du PIB s'est établi à 6,2% en glissement annuel au 3<sup>ème</sup> trimestre 2022, contre +6,3% en g.a. au trimestre précédent. Cette performance se justifie par le dynamisme de tous les secteurs d'activité. En effet, le secteur primaire a enregistré une croissance de 5% en g.a., en lien avec l'agriculture (4,9% en g.a.) et l'élevage et la chasse (+7,5% en g.a.) tandis que le secteur secondaire a connu une croissance de 7,8% en g.a., en lien avec le dynamisme de la branche construction (+9,1% en g.a.). Enfin, le secteur tertiaire a enregistré une croissance de 6% en g.a. au 3<sup>ème</sup> trimestre 2022, en lien avec les activités de transport (+6,3% en g.a.) et de commerce (+7,1% en g.a.). En termes de contribution à la croissance, le secteur tertiaire représente 2,7 points de PIB au 3<sup>ème</sup> trimestre 2022, suivi du secteur primaire (1,6 point), du secondaire (1,2 point) et des impôts et taxes (0,7 point).

## 🇸🇵 Burkina Faso

**Le PIB enregistre un recul de 1,6% au 3<sup>ème</sup> trimestre 2022 en g.t.**

Selon l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD), l'activité économique nationale a enregistré un recul de 1,6% au 3<sup>ème</sup> trimestre 2022 par rapport au trimestre précédent. Cette évolution s'explique essentiellement par le repli du secteur secondaire (-9,2% en glissement trimestriel / g.t.), en lien avec l'importante diminution des activités extractives (-14,4% en g.t.). En effet, au 21 octobre 2022, seulement 8 des 17 mines du pays étaient en exploitation en raison de la situation sécuritaire. On note par ailleurs une hausse de la valeur ajoutée des administrations publiques de **10,4% en g.t. qui s'explique par la hausse des effectifs et les avancements de carrière des agents.** Enfin, en glissement annuel (g.a.), on constate que le l'activité économique nationale progresse de 0,4% au 3<sup>ème</sup> trimestre 2022, grâce à la contribution du secteur tertiaire (+8,2% en g.a.), en lien avec la bonne santé des services financiers et assurances (+20,3% en g.a.).

**Taux de couverture de 115,3% du 1<sup>er</sup> emprunt obligataire réalisé par le gouvernement de la Transition**

Dans un communiqué publié le 6 janvier 2023, le **Ministre de l'Economie, des Finances et de la Prospective** a déclaré qu'à la **clôture de l'appel public à l'épargne dénommé TPBF 6% 2022-2027**, les souscriptions enregistrées s'élevaient à 173 Mds FCFA (263,7 M EUR), contre un objectif initial de 150 Mds FCFA (228,7 M EUR) soit un taux de couverture de 115,3%. Pour le Ministre, le succès de cette opération, premier emprunt obligataire du gouvernement de Transition au pouvoir depuis septembre 2022, traduit un « réel engagement des investisseurs » auprès des nouvelles autorités.

## Cap-Vert

Croissance du PIB de 17,1% en g.a. au 3<sup>ème</sup> trimestre 2022

Selon l'Institut national des statistiques (INE), le taux de croissance du PIB a été de 17,1% en glissement annuel (g.a.) au 3<sup>ème</sup> trimestre 2022. Cette évolution est portée principalement par la consommation privée et les exportations. En effet, à l'inverse de la consommation publique (-17,9% en g.a.), la consommation privée a augmenté de 13% en g.a. au cours du 3<sup>ème</sup> trimestre. Par ailleurs, les exportations ont pour leur part augmenté de 108,5% par rapport à la même période de l'année précédente. Par secteur, cette forte croissance se justifie par le **regain du secteur de l'hôtellerie et de la restauration** (+394% en g.a.), en lien avec la reprise du tourisme, des transports (+43% en g.a.) et du commerce (+38% en g.a.). Enfin, le ministre des Finances a indiqué que le taux de croissance pour 2022 devrait se situer aux alentours de 12%.

## Côte d'Ivoire

La production industrielle progresse de 3,5% en g.a. en octobre 2022

Selon l'Institut national de la statistique (INS), la production industrielle en volume a enregistré une hausse de 3,5% en glissement annuel (g.a.) en octobre 2022, pour un repli de 1,5% en g.a. le mois précédent. Cette évolution se justifie principalement par l'expansion des industries extractives (+10,2% en g.a.), en lien avec l'extraction de minerais métalliques (+11,7% en g.a.). Les industries manufacturières ont progressé de 1,8% en g.a., en lien notamment avec la construction de véhicules automobiles (+147,3% en g.a.) tandis que les industries de production et de distribution d'électricité, gaz et eau (+5,6% en g.a.) et les industries environnementales (+0,9% en g.a.) ont également progressé. En cumul sur les 10 premiers mois de l'année 2022, la production industrielle a

enregistré une hausse globale de 7,3% en comparaison avec la même période de 2021.

Près de 115 M EUR du Japon pour la sécurité alimentaire

Le 21 décembre 2022, le gouvernement ivoirien et l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) ont signé un accord de prêt à hauteur de 75 Mds FCFA (114,3 M EUR) afin de renforcer la sécurité alimentaire et la résilience **agricole en Côte d'Ivoire**. Dans le détail, ce prêt devrait permettre la réalisation d'un système agricole résilient à travers : (i) le renforcement de la production locale de riz, de maïs et de manioc ; (ii) le développement d'un réseau de distribution d'engrais ; (iii) l'amélioration de la gouvernance dans le secteur agricole.

## Gambie

La Banque centrale relève son taux directeur à 13% (+1 p.p)

Le Comité de la politique monétaire (CPM) de la **Banque centrale de Gambie (CBG) s'est réuni le 7** décembre 2022. Selon le communiqué de presse, la croissance économique devrait s'établir à 5,2% en 2022 en raison notamment du rebond du secteur touristique et de la production agricole. Toutefois, le niveau d'inflation demeure élevé à +13,2% en glissement annuel (g.a.) en octobre 2022 (contre +13,3% en g.a. le mois précédent) mais devrait connaître une trajectoire orientée à la baisse. Par ailleurs, à fin octobre 2022, les réserves de change permettaient de couvrir 4 mois d'importations (contre 5,4 mois à fin juin 2022). Tenant compte de ces facteurs, le CPM a décidé (i) de relever le taux directeur de la CBG de 1 point de pourcentage (p.p) pour le porter à 13 % ; (ii) de maintenir le taux de réserves obligatoires à 13% ; (iii) de maintenir le taux d'intérêt de la facilité de dépôt permanent à 3% et d'augmenter celui de la facilité de prêt permanent à 14% (+1 p.p).

## Guinée

### 20,3 M EUR pour le Fonds d'investissement minier en 2023

En marge de la 2<sup>ème</sup> session du Conseil d'administration du Fonds d'investissement minier (FIM), tenue le 10 janvier 2023, le Président du Conseil [a déclaré](#) que le budget pour l'exercice 2023 devrait s'élever à 189,7 Mds GNF (20,3 M EUR). Il servira à financer les axes prioritaires de développement du secteur minier à savoir : (i) étendre les connaissances sur les réserves minières du pays, notamment par une exploration approfondie des ressources ; (ii) le renforcement des capacités des cadres du ministère des Mines guinéen et (iii) des appuis aux entités locales pour une meilleure surveillance **des zones d'exploitation minière**.

### 17 M EUR de la BEI pour l'électrification rurale

Le 30 décembre 2022, le Ministre guinéen de l'**Economie et des Finances**, le Haut-Commissaire de l'**Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie (OMVG)** et la Banque Européenne d'Investissement (BEI) [ont signé](#) un accord pour un financement additionnel de 17 M EUR dans le cadre de la réalisation de la ligne de 225 KV Linsan-Kaléta-Boké et des postes de Kaléta et Boké. Cette infrastructure, réalisée dans le cadre du **Projet d'interconnexion électrique de l'OMVG**, avait bénéficié le 23 novembre 2015, d'une enveloppe de 65 M EUR de la BEI.

## Libéria

### Exonération de droits douane sur le riz

Le 6 janvier 2023, le Président du Libéria [a promulgué](#) un décret à effet immédiat visant à exonérer de droits de douane les importations de riz sur une période indéterminée. Le pays consommant trois fois plus de riz que le niveau national moyen de production, cette mesure favorisera l'accès de ce produit de base à la

population libérienne, dans un contexte de hausse de l'insécurité alimentaire et des prix des denrées alimentaires.

## Mali

### L'or représente plus de 85% des exportations au 3<sup>ème</sup> trimestre 2022

Selon l'Institut national de la statistique (INSTAT), les exportations maliennes [se sont établies](#) à 540 Mds FCFA (823,2 M EUR) au 3<sup>ème</sup> trimestre 2022, soit une progression de 1,2% en glissement annuel (g.a.), tandis que les importations se sont établies à 736,9 Mds FCFA (1,1 Md EUR), soit une diminution de 3,3% par rapport à la même période de l'année précédente. Le principal produit exporté a été l'or (86,7% du total des ventes) tandis que les principaux produits importés ont été les céréales (8,5% du total des achats), les articles minéraux non métalliques (7,1%) et les véhicules routiers (6,5%). Enfin, les principaux clients du Mali ont été l'Afrique du Sud (44,3% des ventes), la Suisse (30%) et l'Australie (11,3%) tandis que les principaux fournisseurs ont été la Chine (18,8% des achats), le Sénégal (8,6%) et l'Inde (8,4%).

### Inflation à +8% en g.a. en novembre 2022

Selon l'Institut national de la statistique (INSTAT), le taux d'inflation [s'est établi](#) à +8% en glissement annuel (g.a.) en novembre 2022, contre +10,2% en g.a. le mois précédent. Cette hausse des prix se justifie principalement par celle des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+14,4% en g.a.), en lien avec la hausse des prix des céréales non transformées (+30,8% en g.a.) et des huiles (+17,8% en g.a.) mais également par la hausse des prix des boissons alcoolisées, du tabac et des stupéfiants (+10,6% en g.a.). Toutefois, cette évolution a été légèrement atténuée par la baisse des prix de la communication (-5% en g.a.), de l'enseignement (-0,8% en g.a.) et des transports (-0,6% en g.a.).

## 🇲🇵 Mauritanie

### Signature d'un accord avec le Japon dans le secteur de la pêche

Le Ministre mauritanien de la Pêche [a procédé](#), le 10 janvier 2023, à la signature d'un accord de pêche avec l'organisation "Japan Tuna" permettant à cette dernière d'exploiter une flotte de 25 navires thoniers dans les eaux territoriales mauritaniennes, pour une période de 5 ans. D'autres échanges auraient eu lieu sur la possibilité de mettre en place des mécanismes d'importation directe des produits de la pêche depuis la Mauritanie vers le Japon.

### Construction d'une usine de conserverie de poissons à Nouadhibou

Le groupe Abass [a récemment ouvert](#) une usine de conserverie d'une capacité de production de 100 000 boîtes par jour. Ce projet, d'un montant de 15 M USD, permettra la création à terme de 300 emplois. Il comprend également une unité de congélation d'une capacité de 110 tonnes par jour et une unité de stockage de 4 000 tonnes. Il n'y avait pas eu de conserverie en Mauritanie depuis les années 1970, et cette infrastructure permettra aux produits issus de la pêche de gagner en valeur ajoutée.

## 🇳🇮 Niger

### Signature d'un programme de coopération avec l'Espagne de 60 M EUR

Le 10 janvier 2023, dans le cadre de la cérémonie d'ouverture de la 3<sup>ème</sup> réunion de la commission mixte de coopération hispano-nigérienne, le gouvernement espagnol [a annoncé](#) un financement de 60 M EUR en faveur du Niger sur la période 2023 – 2027. Ainsi, cette enveloppe permettra d'intervenir dans des secteurs prioritaires tels que l'agriculture, le développement rural, la santé, l'éducation ou encore la formation professionnelle et sera mis en œuvre à Niamey ainsi que dans les zones

fragiles et vulnérables déterminées avec le gouvernement nigérien. Cette rencontre a été suivie d'une visite officielle de deux jours du Ministre espagnol des Affaires Etrangères au Niger.

## 🇸🇳 Sénégal

### Le FMI approuve un décaissement de près de 216 M USD

Le Conseil d'administration du FMI [a approuvé](#), le 9 janvier 2023, la 6<sup>ème</sup> et dernière revue de l'Instrument de coordination des politiques économiques (ICPE) ainsi que les 3<sup>èmes</sup> et dernières revues au titre de l'accord de confirmation (AC) et de l'accord au titre de la facilité de crédit de confirmation (FCC). D'après le communiqué, l'achèvement de ces revues permet le décaissement immédiat de 216 M USD. Selon les projections du Fonds, les perspectives de croissance à moyen terme demeurent favorables, en lien avec le démarrage de la production des hydrocarbures prévu fin 2023, avec toutefois des risques élevés liés au resserrement des conditions financières au niveau international, aux tensions inflationnistes et à l'appréciation du dollar américain. En raison d'une diminution de l'activité, le taux de croissance 2022 a été revu à la baisse à 4,7% (contre une prévision du FMI de 5% en juin) tandis que le déficit budgétaire, établi à 6,2% du PIB en 2022, devrait se réduire à 5% du PIB en 2023 grâce à l'accélération de l'assainissement budgétaire et à la suppression progressive des subventions à l'énergie. Enfin, selon le FMI, la reconstitution des marges de manœuvre budgétaires et la réduction de la dette publique sont la priorité des prochaines années.

### Le gouvernement annonce une hausse des prix de l'électricité et du carburant

Afin de limiter la forte pression des subventions à l'énergie sur les finances publiques, les autorités ont annoncé, le 6 janvier 2023, une [hausse des prix](#) du carburant et de l'électricité, en vigueur début 2023. Ainsi, le prix du litre de gasoil

enregistre une hausse de 15,3% à 755 FCFA (1,15 EUR) tandis que le prix du litre de super augmente de 11,2% à 990 FCFA (1,51 EUR). En ce qui concerne l'électricité, les prix subiront une hausse de 16,7% en moyenne, mais qui ne s'appliquera toutefois pas aux petits clients domestiques dont la consommation ne dépasse pas 150 KWH. Ainsi, ces mesures devraient permettre au gouvernement de contenir les subventions au secteur de l'énergie à hauteur de 2,7% du PIB en 2023 (contre 4,4% en 2022) soit une baisse de 258,2 Mds FCFA (393,6 M EUR) par rapport au montant projeté pour 2023 (804 Mds FCFA, 1,2 Md EUR). Cette réduction des subventions s'accompagne de mesures d'atténuation pour les ménages les plus modestes et les secteurs les plus vulnérables avec notamment l'augmentation de l'enveloppe de bourses de sécurité familiale de 35 à 50 Mds FCFA (53,4 M EUR à 76,2 M EUR) en 2023.

## Sierra Leone

### 50 M USD de la Banque mondiale pour la sécurité alimentaire

Dans un communiqué publié le 15 décembre 2022, la Banque mondiale (BM) [a annoncé l'octroi d'un financement additionnel de 50 M USD](#) à la Sierra Leone dans le cadre de la seconde phase du Programme de résilience des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest (FSRP-2). L'enveloppe profitera à 516 700 Sierra-Léonais

supplémentaires par le biais de transferts d'argent aux ménages agricoles vulnérables et en situation d'insécurité alimentaire mais également par un accès favorisé aux ressources productives pour les femmes. Pour rappel, ce programme, d'un montant global de 695 M USD, vise à soutenir les pays d'Afrique de l'Ouest dans leur stratégie de résilience et d'adaptation à l'insécurité alimentaire.

## Togo

### Inflation à +7,7% en g.a. en décembre 2022

Selon l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED), le taux d'inflation [s'est établi](#) à +7,7% en glissement annuel (g.a.) en décembre 2022, contre +8,8% en g.a. le mois précédent. Cette évolution se justifie principalement par la hausse des prix des transports (+18,3% en g.a.), du logement, de l'eau, du gaz et de l'électricité (+9% en g.a.) mais également des produits alimentaires (+7,2% en g.a.), en lien notamment avec la hausse des prix des huiles et graisses (+30,4% en g.a.) ou encore de la viande (+10,6% en g.a.). Toutefois, concernant les produits alimentaires, on observe une légère baisse des prix des légumes (-0,6% en g.a.) mais surtout des tubercules et plantains (-11% en g.a.). En moyenne annuelle glissante, le taux d'inflation s'est établi à 7,6% pour l'année 2022.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan  
Rédacteurs : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Bamako, Dakar, Lomé et Ouagadougou, antennes de Conakry et Nouakchott

Pour s'abonner

[abidjan@dgtresor.gouv.fr](mailto:abidjan@dgtresor.gouv.fr)